

La Belgique soutiendrait une enquête sur les droits de l'homme Des escadrons de la mort au Rwanda ?

KIGALI

De notre envoyée spéciale

Développement ? Qui parle encore de développement au Rwanda ? Jadis il s'agissait du thème majeur des discours officiels, du leitmotiv de tous les visiteurs. Aujourd'hui, engagé dans l'ajustement structurel, le pays doit répondre à la Banque mondiale et au Fonds monétaire, qui relèvent que les budgets consacrés à la défense et à la sécurité sont beaucoup trop élevés par rapport aux secteurs sociaux.

Mais avant tout, il est question de multipartisme, de négociations avec le Front patriotique, de droits de l'homme. La politique a envahi — et quelquefois paralysé — les administrations, elle mobilise la presse comme les innombrables partis et associations et elle a malgré tout été au cœur de tous les entretiens qu'a eus au Rwanda le secrétaire d'Etat belge à la Coopération.

Auprès du Premier ministre comme du président de la république, M. Derycke n'a pas caché que le respect des droits de l'homme était désormais l'une des conditions importantes de la coopération belge et qu'il avait été « bousculé » par des informations préoccupantes venant du pays des mille collines et notamment par un rapport rédigé par le Professeur Reyntjens et le sénateur Kuypers relevant l'existence d'escadrons de la mort chargés d'éliminer sélectivement certaines personnalités politiques.

LE PREMIER MINISTRE DÉNONCE DES MILICES PRIVÉES

Le Premier ministre rwandais, M. Dismas Nsengiyaremye, appartenant au parti d'opposition MDR, n'a pas récusé ces informations. Il a reconnu que l'insécurité régnait au Rwanda, que l'action de son gouvernement était freinée par de nombreux blocages. Mais il a évidemment dénoncé la responsabilité de la « partie adverse », c'est-à-dire des ministres appartenant à l'ex-

parti unique qui occupent la moitié des postes au sein du gouvernement. *Confidentielle* mais largement diffusée, une lettre adressée par le Premier ministre au chef de l'Etat dénonce d'ailleurs le fait que des militaires déguisés en civil appartiennent désormais à des milices privées constituées par l'ancien parti unique et relève que quelques bourgmestres impliqués dans des troubles ou des massacres ont pu jusqu'à présent demeurer impunis, grâce aux protections dont ils jouissent.

Devant la presse belge, le Premier ministre a été plus clair encore : *Que ceux qui sont responsables des blocages de l'action du gouvernement en tirent les conséquences.* S'il ne s'agit pas d'un appel à la démission des ministres de l'ancien parti unique, voire même du président, cela y ressemble !

Qui est responsable de l'insécurité, des attentats, des massacres qui éclipsent le débat purement politique et font oublier le développement ? Le Premier ministre serait prêt à accepter l'arbitrage d'une enquête impartiale, menée par exemple par la Cour internationale des juristes. L'envoi au Rwanda d'une telle commission d'enquête serait approuvé et soutenu même financièrement s'il le fallait par la Belgique.

QUESTIONS EMBARRASSANTES AU PRÉSIDENT

Sur ce même point, le président Habyarimana est moins clair. Il aurait préféré comme autrefois se limiter à parler avec M. Derycke de coopération, de développement, rappeler le poids de la guerre aux frontières, faire le point sur les négociations de paix, rappeler avec des accents qui évoquent son voisin Mobutu que *le renouveau politique, la démocratisation c'est moi qui les ai entamés...* Mais voilà, il a été interrogé lui aussi sur ce thème décidément omniprésent des droits de l'homme, sur les soupçons qui pèsent sur son entourage, accusé d'être à la base des milices privées, et sur

le principe d'une enquête internationale. Comme les instances zairoises au lendemain des massacres de Lubumbashi, le président du Rwanda a choisi de faire d'abord confiance aux institutions de son pays. *Le Rwanda a sa propre justice, des enquêtes ont eu lieu, menées par le parquet local, à Kibuye, et dans le Bugesera. Des arrestations ont été opérées. Si nos services s'avèrent défailants, dit le président, nous pourrions éventuellement demander l'assistance de pays amis, l'aide technique de la Belgique par exemple.*

Autrement dit, la commission d'enquête internationale réclamée par de nombreux Rwandais, approuvée par le Premier ministre, pourrait aux yeux du président se réduire à une mission menée par quelques Belges, assistant la justice rwandaise. Lourde responsabilité que nul en Belgique ne sera sans doute disposé à assumer seul !

Quant au calendrier politique, le président souhaite qu'il soit indépendant des négociations menées avec le Front patriotique et envisage des élections générales d'ici avril 1993.

Pour protester contre la paralysie du gouvernement de transition, pour dénoncer l'insécurité et la constitution de milices paramilitaires dans les communes (fortes de 400 hommes chacune), pour prévenir peut-être de nouvelles violences, les partis d'opposition avaient appelé à une grande manifestation samedi à Kigali. Cinquante mille personnes y ont appelé à la démission du président Habyarimana.

Perplexe, c'est par une rapide visite au musée de Butare, financé par la coopération belge, que la délégation de M. Derycke a achevé son tour du Rwanda avant de se rendre au Burundi, pays en pleine effervescence politique. Avec un milliard de FB, bon an mal an, la coopération belge au Rwanda demeure essentielle. Et jusqu'où la Belgique peut-elle mettre des conditions politiques à son assistance ?

COLETTE BRAECKMAN